

Unité inter-départementale
de la Haute-Garonne et de l'Ariège
Subdivision environnement industriel ENV1

Colomiers, le 24 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/03/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TotalEnergies Marketing France

Dépôt de Lespinasse
5 chemin du champ du Bousquet
31150 LESPINASSE

Références : CD/2022/258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/03/2022 dans l'établissement TotalEnergies Marketing France implanté 5 chemin du champ du Bousquet 31150 LESPINASSE. L'inspection a été annoncée le 08/02/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel 2022 de contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite pour ce site de 1 an.

Cette inspection est réalisée dans le cadre de la modification des installations de la logistique "éthanol" réalisée par l'exploitant en 2021. Cette modification avait fait l'objet d'un porter à connaissance remis en 2020 et d'une décision de dispense d'étude d'impacts du 17 juin 2020. Elle a donné lieu à un arrêté préfectoral complémentaire signé le 08 février 2021.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TotalEnergies Marketing France
- 5 chemin du champ du Bousquet 31150 LESPINASSE
- Code AIOT dans GUN : 0006802430
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

Le site exploité par la société TotalEnergies Marketing France sur la commune de Lepinasse est un dépôt pétrolier.

Ce dépôt est actuellement organisé autour :

- d'un parc de stockage d'hydrocarbures,
- de postes de réception produits par wagons citernes,
- de postes automatisés de chargement des camions.

Le site relève du régime de l'autorisation environnementale pour ses stockages et ses installations de chargement et déchargement de produits pétroliers.

Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : installations associées à la logistique "éthanol", local de supervision.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- installations de la logistique "éthanol"

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de l'inspection (1)
Aire de dépotage éthanol – rétention déportée	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 1er alinéa	/	Mise en demeure, respect de prescription
Aire de dépotage éthanol – gestion des écoulements accidentels	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 2ème alinéa	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aire de dépotage éthanol – rétention déportée – jauge de niveau	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 1er alinéa	/	Sans objet
Aire de dépotage éthanol – Gestion des creux	Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 2.1 - 3ème alinéa	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aire de dépotage éthanol – Surveillance des opérations	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 6ème alinéa	/	Sans objet
Aire de dépotage éthanol – moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 4ème alinéa	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Aire de dépotage éthanol – Prévention des risques d'incendie	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 8 et 9ème alinéas	/	Sans objet
Aire de dépotage éthanol – Arrêts d'urgence, détection, alarmes	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 10 et 11ème alinéas	/	Sans objet
Dépotage éthanol – Dénaturation	AP Complémentaire du 08/02/2021, article 3	/	Sans objet
Tuyauteries – marquage	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.2.b - 2ème alinéa	/	Sans objet
Tuyauteries – support	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.2.b - 3ème alinéa	/	Sans objet
Tuyauteries posées en caniveaux	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.2.b - 4ème alinéa	/	Sans objet
Tuyauteries – risque d'épandage accidentel	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.2.b - 5ème alinéa	/	Sans objet
Tuyauteries de remplissage des réservoirs	AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.2.b - 6ème alinéa	/	Sans objet
Lignes de dénaturation – risque d'épandage	AP Complémentaire du 08/02/2021, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 11 faits sans suites ;
- 2 faits susceptibles de suites, pour lesquels des actions correctives peuvent rapidement être engagées par l'exploitant ;
- 2 faits non conformes portant sur l'absence d'équipements. L'un des équipements manquant vise à détecter une fuite de liquides au niveau de la rétention associée à l'aire de dépotage d'éthanol, l'autre équipement vise à prévenir la propagation d'un éventuel incendie entre certaines installations de la logistique "éthanol".

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage éthanol – rétention déportée

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 1er alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention déportée
Prescription contrôlée : L'aire de dépotage est reliée à une rétention déportée de 40 m ³ constituée par une cuve enterrée double enveloppe équipée d'une détection de fuite [...].
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection le dossier de fin d'affaire relatif à la mise en place des installations de dépotage, de stockage et d'injection de bio-éthanol. Ce dossier comporte, entre autres, un certificat d'épreuve et d'étanchéité de la rétention. Ce document indique notamment les épaisseurs des enveloppes interne et externe de la cuve double enveloppe utilisée comme rétention déportée. Le dossier de fin de travaux comporte aussi le barème de jaugeage de la rétention déportée, établi en octobre 2010 par un prestataire extérieur. Selon le barème de jaugeage, le volume de la cuve double enveloppe est de 40 m ³ . Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir procédé à un récolement des dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 décembre 2011, dans la perspective de la visite objet du présent rapport. Ce récolement l'a conduit à identifier l'écart suivant : la rétention déportée n'est pas équipée de détection de fuite. L'exploitant a précisé à l'inspection que la mise en place d'une détection de fuite est techniquement possible. Lors de la visite, l'inspection n'a pu constater de visu l'absence de détection de fuite pour la rétention déportée (couvercle boulonné présent au dessus de la cuve enterrée de rétention). L'exploitant a présenté une photo de la cuve de rétention déportée en indiquant l'emplacement pouvant être utilisé pour l'installation de la détection de fuite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage éthanol – rétention déportée – jauge de niveau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 1er alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention déportée
Prescription contrôlée : L'aire de dépotage est reliée à une rétention déportée de 40 m ³ constituée par une cuve enterrée double enveloppe équipée [...] d'une jauge de niveau reportée en salle de commande.
Constats : Sur la photo de la cuve de rétention déportée présentée à l'inspection, l'exploitant a montré le jaugeur mis en place. Selon l'exploitant, le seuil de détection de niveau a été fixé à 20 mm. L'inspection a pu constater que sur le PC supervision de la salle de commande du site, il est effectivement indiqué un seuil de à 20 mm pour le jaugeur de la cuve de rétention déportée. Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le jaugeur est vérifié environ tous les ans, mais ce contrôle n'est pas tracé dans son outil de Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur [GMAO]. Selon l'exploitant, le référentiel qu'il applique pour la maintenance de ses équipements, tels que les détecteurs de niveau, traite des réservoirs (horizontaux et verticaux) du site, mais il n'intègre, pas les équipements sur les rétentions déportées telles que celle de l'aire de dépotage d'éthanol. L'inspection constate que l'exploitant n'est pas en mesure de justifier de l'absence de dérive dans la mesure du niveau de liquide dans la rétention déportée, faute de contrôle périodique du dispositif de jaugeage.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage éthanol – gestion des écoulements accidentels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 2ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des écoulements accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La disposition et la pente du sol autour de l'aire de dépotage sont telles qu'en cas de fuite les liquides inflammables soient dirigés uniquement vers la capacité de rétention. Le trajet aérien suivi par les écoulements accidentels entre l'aire de dépotage et la capacité de rétention ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux installations. Si l'écoulement est canalisé, les caniveaux et tuyauteries disposent si nécessaire d'équipement empêchant la propagation d'un éventuel incendie entre l'aire de dépotage et la rétention déportée (par exemple, un siphon anti-flamme).</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'exploitant a décrit les dispositions mises en place pour collecter et diriger les écoulements d'éthanol en cas de fuite sur l'aire de dépotage : les pentes de l'aire permettent de collecter les écoulements éventuels vers deux caniveaux implantés de part et d'autre de l'aire de dépotage (1 caniveau installé coté entrée des camions sur l'aire de dépotage, 1 caniveau installé côté sortie des camions de l'aire de dépotage). Les caniveaux permettent de drainer les écoulements jusqu'à une fosse. Un jeu de 2 vannes commandables depuis le local supervision est disposé au niveau de la fosse. Il permet de diriger un éventuel écoulement soit vers la rétention déportée (en cas d'épandage d'éthanol par exemple), soit vers le réseau des eaux susceptibles d'être polluées (en cas d'eaux de pluie ruisselant sur l'aire de dépotage d'éthanol par exemple).</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence des deux caniveaux disposés à l'entrée et à la sortie des camions de l'aire de dépotage d'éthanol.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'aucun équipement tel que siphon anti-flamme n'est disposé au niveau de la fosse pour empêcher la propagation d'un éventuel incendie entre l'aire de dépotage et la rétention déportée.</p> <p>Un éventuel écoulement d'éthanol sur l'aire de dépotage d'éthanol serait donc canalisé, mais aucun équipement ne permet d'empêcher la propagation d'un éventuel incendie entre l'aire de dépotage et la rétention déportée.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage éthanol – Gestion des creux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2011, article 2.1 - 3ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des creux disponibles
Prescription contrôlée : L'aire de dépotage est interdite à tout camion citerne contenant plus d'hydrocarbures (hydrocarbures totaux présents dans la citerne, tous compartiments confondus) que le creux disponible dans la rétention déportée. [...] Le dépotage ne peut être autorisé qu'après validation de la disponibilité dans la rétention d'un volume suffisant pour recueillir le volume de liquide inflammable contenu dans le camion à dépoter.
Constats : Selon l'exploitant, le seuil de 20 mm, associé au jaugeur de la rétention déportée de l'aire de dépotage, correspond au volume maximum de liquide pouvant être présent dans la rétention, pour que cette dernière dispose d'un volume encore suffisant pour recueillir le volume d'éthanol contenu dans un camion à dépoter. Lors de la visite, l'exploitant a précisé que lorsque le seuil de 20 mm est atteint (par exemple, du fait d'eaux de pluie collectée dans la rétention déportée), une alarme est envoyée en salle de commande. Il est alors procédé au pompage du liquide présent dans la rétention déportée. Une pompe mobile et un flexible sont disposés au voisinage de l'aire de dépotage d'éthanol. Toutefois, ces actions de pompage ne sont pas tracées par l'exploitant. Par ailleurs, aucune consigne écrite ne précise qu'une vérification du creux disponible dans la rétention déportée est à réaliser avant de dépoter un camion d'éthanol. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un document traçant la réalisation d'une telle vérification. L'exploitant n'est donc pas en mesure de démontrer que les dispositions de l'article 2.1 ci-dessus sont respectées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage éthanol – Surveillance des opérations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 6ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des opérations de dépotage
Prescription contrôlée : Les opérations de dépotage sont effectuées sous le contrôle d'un opérateur du dépôt habilité et en présence du chauffeur du camion pendant le dépotage
Constats : Selon la procédure mise en place pour la réception des camions, les opérations de dépotage sont effectuées sous le contrôle d'un opérateur du dépôt et en présence du chauffeur du camion pendant le dépotage. L'exploitant a précisé que l'ensemble des opérateurs du dépôts sont habilités pour ce qui concerne la réception des camions d'éthanol. Lors de la visite, un des opérateurs a été interrogé par l'inspection. Les propos recueillis confirment que les opérations de dépotage sont effectuées sous le contrôle des opérateurs du dépôt. Lors de la visite, il n'y a pas eu de dépotage de camion d'éthanol ; l'inspection n'a donc pas pu constater de visu le respect des dispositions de l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 décembre 2011 ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage éthanol – moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 4ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Un système d'extinction incendie fixe est présent sur l'aire de dépotage. Ce système est composé de 2 déversoirs à mousse et est commandé à partir de la salle de commande. Il permet un débit d'application de prémélange de 10l/min/m ² . [...]
Constats : Le POI en vigueur du site donne une évaluation des débits et volumes nécessaires pour la défense incendie du site, notamment en cas d'incendie de l'aire de dépotage d'éthanol. Cette évaluation est réalisée en retenant un taux d'extinction théorique de 10 l/mn.m ² . Préalablement à la visite, l'exploitant a adressé à l'inspection les résultats de mesures de débits en sortie de certains équipements de la défense incendie du site, réalisées en 2019. Ces résultats montrent que les débits fournis par les équipements mis en place pour la défense incendie de l'aire de dépotage permettent de couvrir les besoins évalués dans le POI. L'inspection a pu constater de visu la présence de ces équipements de défense incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage éthanol – Prévention des risques d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 8 et 9ème alinéas
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques d'incendie
Prescription contrôlée : Un dispositif est mis en place pour s'assurer de la mise à la terre du camion. Les bouches de dépotage sont munies de dispositifs arrête-flammes.
Constats : L'inspection a pu constater de visu la présence d'un dispositif de mise à la terre au niveau de l'aire de dépotage des camions d'éthanol. Le réseau de terre des installations d'éthanol a fait l'objet d'un contrôle par un organisme extérieur dans le cadre de la vérification initiale des installations électriques, effectuée suite à l'ajout d'une cuve supplémentaire d'éthanol en 2021. Le rapport de vérification a été présenté à l'inspection lors de la visite. Aucune observation n'a été signalé par l'organisme de vérification. Par ailleurs, l'inspection a pu constater de visu la présence de dispositifs d'arrête-flamme sur les bouches de dépotage d'éthanol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de dépotage éthanol – Arrêts d’urgence, détection, alarmes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.1 - 10 et 11ème alinéas
Thème(s) : Risques accidentels, Arrêts d’urgence, détection, alarmes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un arrêt d’urgence de type coup de poing est présent sur l'aire de dépotage, il commande la mise en sécurité de l’installation par l’arrêt des pompes de transfert et la fermeture des vannes associées à l'installation.</p> <p>Une alarme sonore et visuelle au niveau du poste de dépotage avec report en salle de commande se déclenche sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• détection niveau haut des réservoirs de stockage,• déclenchement d’un arrêt d’urgence,• détection hydrocarbures gazeux et liquide dans la pomperie d'expédition,• détection hydrocarbures gazeux dans le skid de dénaturation. <p>Les opérations de dépotage sont arrêtées immédiatement en cas de déclenchement de ces alarmes et en cas d'épandage de liquides inflammables recueilli dans la rétention déportée de l'aire de dépotage.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté de visu la présence d'un arrêt d'urgence au niveau de l'aire de dépotage. Un essai d'activation de cet arrêt d'urgence a été réalisé lors de l'inspection. Au préalable, la vanne de sortie du réservoir d'éthanol n° 1 a été ouverte. L'inspection a constaté que le déclenchement de l'arrêt d'urgence a entraîné la mise en sécurité des installations (notamment les pompes de transfert ont disjoncté), la fermeture de la vanne de sortie du réservoir d'éthanol n°1, la mise en route d'une alarme visuelle située à proximité de la pomperie d'éthanol, et la diffusion d'un message sonore.</p> <p>L'inspection a également constaté de visu la présence :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'une détection gaz et d'une détection de liquide dans la pomperie d'expédition d'éthanol ;- d'une détection gaz dans le skid de dénaturation ;- d'un système de détection présenté par l'exploitant comme correspondant à une détection de niveau haut, sur l'une des cuves enterrées d'éthanol. <p>L'arrêt d'urgence et les détecteurs de gaz et de liquide font l'objet d'une maintenance périodique. Des extractions de la GMAO des derniers tests réalisés ont été communiquées à l'inspection.</p> <p>L'adéquation des contrôles réalisés dans le cadre de la maintenance de l'arrêt d'urgence et de ces détecteurs, et des fréquences retenues pour ces contrôles n'a pas fait l'objet d'une vérification par l'inspection dans le cadre de la visite objet du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Dépotage éthanol – Dénaturation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/02/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'épandage d'essence
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et études déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.[...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que 2 digits du compteur de dénaturation ont été bloqués mécaniquement, afin de plafonner le volume maximal d'essences (base éthanolable) susceptible d'être injecté pour dénaturer l'éthanol. Ce plafonnement est en adéquation avec les éléments décrits dans l'étude de dangers révisée en 2021. Par ailleurs, selon l'exploitant, le compteur de dénaturation n'est pas un compteur métrologique, mais il fait l'objet d'un contrôle mécanique tous les ans par un prestataire extérieur. Le contrat cadre incluant ce contrôle a été présenté à l'inspection lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tuyauteries – marquage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.2.b - 2ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Marquage des tuyauteries
Prescription contrôlée : Les différentes tuyauteries accessibles sont repérées conformément aux normes en vigueur.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a vérifié, par sondage, qu'un marquage est présent sur les tuyauteries des installations d'éthanol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tuyauteries – support

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.2.b - 3ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Support de tuyauteries
Prescription contrôlée : Les supports de tuyauteries sont réalisés en construction métallique, en béton ou en maçonnerie. Ils sont conçus et disposés de façon à prévenir les corrosions et érosions extérieures des tuyauteries au contact des supports.
Constats : L'inspection a constaté de visu que les supports des nouvelles tuyauteries mises en place en 2021 dans le cadre de la modification de la logistique "éthanol" ont été réalisés de façon à prévenir les corrosions et érosions extérieures des tuyauteries au contact des supports (mise en place de patins entre les supports et les tuyauteries).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tuyauteries posées en caniveaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.2.b - 4ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries posées en caniveaux
Prescription contrôlée : Lorsque les tuyauteries de liquides inflammables sont posées en caniveaux, ceux-ci sont équipés à leurs extrémités et tous les 100 mètres de dispositifs appropriés évitant la propagation du feu et l'écoulement des liquides inflammables au-delà de ces dispositifs. Les vannes présentes sur ces tuyauteries sont de type « sécurité positive ».
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'aucune tuyauterie associée aux installations d'éthanol et de dénaturation n'est posée en caniveaux. L'inspection n'a pas constaté de tuyauteries en caniveaux pour ces installations (vérification par sondage).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tuyauteries – risque d'épandage accidentel

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.2.b - 5ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque d'épandage accidentel
Prescription contrôlée : Les tuyauteries aériennes sont protégées contre les chocs. Il est interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets, les vannes ou clapets d'arrêts isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.
Constats : L'inspection a constaté (contrôle par sondage) que les installations, de part leur emplacement notamment, sont globalement protégées vis-à-vis d'un choc lié à la circulation d'engins. Il n'a, par ailleurs, pas été observé de tuyauteries flexibles intercalées entre les réservoirs d'éthanol et les robinets, vannes ou clapets d'arrêts isolants les réservoirs.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Tuyauteries de remplissage des réservoirs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/12/2011, article 2.2.b - 6ème alinéa
Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries de remplissage des réservoirs
Prescription contrôlée : Les tuyauteries de remplissage des réservoirs sont équipées de raccords conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les tuyauteries de raccordement des véhicules de transport de matières dangereuses. En dehors des opérations de remplissage des réservoirs, elles sont obturées hermétiquement. A proximité de l'orifice de remplissage des réservoirs sont mentionnées de façon apparente la capacité et la nature du produit du réservoir qu'il alimente.
Constats : L'inspection a constaté de visu que les tuyauteries de remplissage des réservoirs d'éthanol sont obturées (clapet et bouchon) en dehors des opérations de remplissage. L'inspection a également observé que la nature du produit et le creux disponible dans chaque réservoir d'éthanol sont affichés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Lignes de dénaturation – risque d'épandage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/02/2021, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'épandage d'essence
Prescription contrôlée : Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers et études déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.[...]
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a décrit les installations de dénaturation du site. L'inspection a pu confronter cette description à ses constats visuels et aux éléments contenus dans l'étude de dangers du site, révisée en 2021. Les constats de l'inspection n'amènent pas à proposer des suites administratives ni ne sont susceptibles de suites administratives. En revanche, une observation est formulée par l'inspection. Cette observation est mentionnée ci-dessous.
Observations : Selon l'exploitant, certaines modifications sont envisagées afin de renforcer la maîtrise d'un confinement d'un épandage suite à une perte de confinement de tuyauteries associées aux installations d'éthanol et de dénaturation de l'éthanol. Mais ces modifications n'apparaissent pas explicitement dans l'étude de dangers révisée en 2021. Elles seront à intégrer au prochain réexamen de l'étude de dangers du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet